

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 43.572/2/V
DU 10 SEPTEMBRE 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 4 septembre 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités des élections des chefs de corps et le nombre de suppléants de chaque catégorie de membres du collège d'évaluation visés à l'article 259*undecies* du Code judiciaire", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(...) l'urgence étant motivée par le fait que les opérations préparatoires aux élections des chefs de corps doivent être entamées en septembre 2007 afin que, conformément aux dispositions transitoires, les listes de chefs de corps éligibles et des votants puissent être envoyées à tous les chefs de corps au plus tard le 1^{er} octobre 2007."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Examen du projet

Intitulé

Pour éviter toute ambiguïté, il est suggéré de préciser qu'il s'agit des élections des chefs de corps "siégeant dans le collège d'évaluation".

La même observation vaut pour l'intitulé du chapitre II.

Dispositif

Article 1^{er}

1. En vertu de l'article 259*undecies*, § 3, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, le collège d'évaluation est composé d'une chambre francophone et d'une chambre néerlandophone. Il y a donc lieu d'écrire : "Dans chaque chambre du collège d'évaluation ..." et non "Dans chaque groupe linguistique du collège d'évaluation...".

2. Il y a lieu de préciser, dans la phrase introductive, "sont désignés comme suppléants de la même manière que ...".

Article 2

Conformément à l'article 259*undecies*, § 3, alinéa 7, du Code judiciaire, mieux vaut viser l'hypothèse où un chef de corps membre effectif du collège d'évaluation perd sa qualité de chef de corps.

Article 3

Cet article dispose que

"La procédure de désignation des chefs de corps est organisée par le président du comité de direction du SPF Justice ou son délégué."

On pourrait lire l'article 3 comme donnant une précision importante, à savoir que c'est le Pouvoir exécutif qui non seulement fixe les modalités des élections, comme le prévoit l'article 259*undecies*, § 3, dernier alinéa, du Code judiciaire et comme le fait le projet d'arrêté examiné, mais également organise ces dernières ⁽¹⁾ et non le Pouvoir judiciaire lui-même. Cette règle résulte cependant à suffisance de l'ensemble du projet examiné.

Il ne faut dès lors lire l'article 3 que comme une disposition d'organisation matérielle interne à l'administration qui, comme telle, ne relève pas de la compétence d'avis du Conseil d'État puisqu'elle n'a pas de caractère réglementaire. De toute façon, cette disposition n'a pas sa place dans l'arrêté, car "sans qu'un texte exprès, soit nécessaire, il appartient au (Roi) et au ministre, compte tenu du principe hiérarchique (...), d'organiser l'administration" ⁽²⁾. Cette disposition doit être omise.

Article 4

1. L'article 4, alinéa 2, deuxième tiret, du projet dispose que sont omis d'office des listes provisoires des magistrats éligibles, les chefs de corps dont le mandat en cours expire avant ou dans les trois mois qui suivent la date d'expiration des mandats (en cours) des membres du collège d'évaluation.

⁽¹⁾ Notamment en établissant les listes provisoires et définitives et en procédant au dépouillement.

⁽²⁾ Avis 37.407/4, donné le 7 juillet 2004, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 novembre 2004 fixant les types d'activités qui, en vertu des objectifs poursuivis, dérogent à l'obligation pour un opérateur de réaliser au minimum 12,5 % de recettes propres sur la durée de son contrat-programme, pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène.

Si cette disposition se comprend comme s'agissant d'un mandat non renouvelable, il n'en va pas de même pour un mandat renouvelable. En effet, il n'est pas impossible que le chef de corps concerné soit reconduit dans ses fonctions. Il appartient à l'auteur du projet, dans la mesure du possible, de tenir compte de cette situation.

2. À l'alinéa 3, in fine, l'on suppose que c'est l'alinéa 2 - et non l'alinéa 1^{er} - qui doit être visé.

Articles 6 et 8

Ces deux articles attribuent des missions au "SPF Justice".

Comme un service public fédéral n'est pas une entité distincte du ministre, il y a lieu de mentionner "le ministre ou son délégué".

Article 7

1. Compte tenu des règles rappelées dans l'avis 32.461/4, donné le 21 octobre 2002 sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des aéronefs ultra-légers motorisés", la délégation d'un pouvoir de décision individuelle au président du comité de direction du SPF Justice, prévue à l'alinéa 3, est admissible pour autant qu'un pouvoir de réformation soit octroyé au ministre, saisi le cas échéant d'un recours.

Une autre solution consisterait à attribuer ce pouvoir au "ministre ou son délégué".

Une observation similaire doit être formulée à propos du pouvoir donné par l'article 21 du projet au "bureau de dépouillement" de décider de la validité des bulletins douteux et à propos de l'article 22.

2. Au même alinéa 3, le Conseil d'État s'interroge sur l'intervention des membres du bureau de dépouillement, alors que l'on se trouve dans une phase antérieure au dépouillement.

Article 11

Il y a lieu de renvoyer à l'annexe qui établit le formulaire d'attestation de vote. Cette annexe deviendra l'annexe 2 et l'annexe 2 deviendra l'annexe 3.

Article 17

Cette disposition ne peut être admise. Si un chef de corps ne renvoie pas d'enveloppe au président du SPF Justice dans le délai prévu, il doit être considéré comme s'étant abstenu. L'on ne peut lui attribuer un vote fictif.

L'article 17 doit, dès lors, être omis et, partant, l'article 23, cinquième tiret, également.

Article 21

Seuls les membres du bureau de dépouillement peuvent décider de la validité des bulletins douteux.

Il faut donc omettre, à l'article 21, la mention du président du comité de direction du SPF Justice et de son délégué ou alors, prévoir, à l'article 18 du projet, que le bureau de dépouillement est composé du président du comité de direction du SPF Justice ou de son délégué qui préside, et de deux membres du SPF Justice désignés par lui, l'un francophone, l'autre néerlandophone.

La même observation vaut pour l'article 22, alinéa 4, relatif à la signature du procès-verbal du bureau de dépouillement.

Article 23

1. Au premier tiret, il y a lieu d'écrire : "- les listes provisoires...".

2. Au troisième tiret, il y a lieu d'écrire : "- les listes définitives visées à l'article 8 sont établies au plus tard le 1^{er} novembre 2007".

Annexe 1

Les notes de bas de page 2 et 5 ne correspondent à aucun appel de note dans le texte.

Il y a en outre des différences dans les termes utilisés aux articles 9 et 10 du projet qui mentionnent la "qualité" et "la date du terme normal du mandat en cours" et ceux utilisés dans les notes de bas de page précitées qui mentionnent la "période des mandats" et la "fonction dans laquelle le candidat est désigné ainsi que le lieu où il est désigné et la date normale de fin du mandat en cours".

Il y a lieu d'harmoniser les termes utilisés dans l'annexe et ceux des articles 9 et 10 du projet.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. NIHOUL,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Ph. HANSE

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.572/2/V
van 10 SEPTEMBER 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 4 september 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de nadere regels inzake de verkiezing van de korpschefs en van het aantal plaatsvervangers van iedere categorie van leden van het evaluatiecollege bedoeld in artikel 29^{undecies} van het Gerechtelijk Wetboek", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief met de adviesaanvraag luidt als volgt :

"(...) l'urgence étant motivée par le fait que les opérations préparatoires aux élections des chefs de corps doivent être entamées en septembre 2007 afin que, conformément aux dispositions transitoires, les listes de chefs de corps éligibles et des votants puissent être envoyées à tous les chefs de corps au plus tard le 1er octobre 2007."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Om dubbelzinnigheid te voorkomen wordt voorgesteld te preciseren dat het gaat om de verkiezing van korpschefs "die zitting hebben in het evaluatiecollege".

Dezelfde opmerking geldt voor het opschrift van hoofdstuk II.

Dispositief

Artikel 1

1. Krachtens artikel 259*undecies*, § 3, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek is het evaluatiecollege samengesteld uit een Nederlandstalige en een Franstalige kamer. Men schrijve dus : "In iedere kamer van het evaluatiecollege..." en niet "In iedere taalgroep van het evaluatiecollege...".

2. In de inleidende zin dient te worden gepreciseerd "worden aangewezen als plaatsvervangers op dezelfde wijze als de werkende leden :".

Artikel 2

Overeenkomstig artikel 259*undecies*, § 3, zevende lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zou het beter zijn te doelen op het geval waarin een korpschef die werkend lid is van het evaluatiecollege zijn hoedanigheid van korpschef verliest.

Artikel 3

Dit artikel bepaalt :

"De procedure tot aanwijzing van de korpschefs wordt georganiseerd door de voorzitter van het Directiecomité van de FOD Justitie of door zijn afgevaardigde."

Artikel 3 zou aldus kunnen worden verstaan dat het een belangrijke precisering aanbrengt, te weten dat het de uitvoerende macht is die niet alleen "de nadere regels inzake de verkiezing" vaststelt, zoals bepaald in artikel 259*undecies*, § 3, laatste lid, van het Gerechtelijk Wetboek en zoals het voorliggende ontwerpbesluit aangeeft, maar deze verkiezing ook organiseert ⁽¹⁾ en niet de rechterlijke macht zelf. Deze regel blijkt evenwel genoegzaam uit het voorliggende ontwerp in zijn geheel.

Artikel 3 moet bijgevolg alleen worden verstaan als een bepaling inzake inwendige materiële organisatie van het bestuur en die als zodanig niet valt onder de adviesbevoegdheid van de Raad van state, aangezien ze geen verordenende waarde heeft. Deze bepaling hoort hoe dan ook niet thuis in het besluit, immers : "sans qu'un texte exprès soit nécessaire, il appartient au (Roi) et au ministre, compte tenu du principe hiérarchique (...), d'organiser l'administration" ⁽²⁾. Deze bepaling moet vervallen.

Artikel 4

1. Artikel 4, tweede lid, tweede streepje, van het ontwerp bepaalt dat ambtshalve worden weggelaten uit de voorlopige lijsten van verkiesbare magistraten, de korpschefs van wie het lopende mandaat verstrijkt voor of binnen drie maanden na de datum waarop de (lopende) mandaten van de leden van het evaluatiecollege verstrijken.

Ofschoon deze bepaling begrijpelijk is als het om een niet-verlengbaar mandaat gaat, is dit niet zo voor een verlengbaar mandaat. Het is immers niet onmogelijk dat de ambtsuitoefening van de betrokken korpschef wordt verlengd. Het staat aan de steller van het ontwerp naar de mate van het mogelijke rekening te houden met deze situatie.

⁽¹⁾ Inzonderheid door de voorlopige en definitieve lijsten op te maken en de stemmen op te nemen.

⁽²⁾ Advies 37.407/4, op 7 juli 2004 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2004 tot vastlegging van de soorten activiteiten die, met het oog op de nagestreefde doelstellingen, afwijken van de verplichting voor een operateur om minstens 12,5 % van de eigen inkomsten te boeken tijdens de duur van zijn programmacontract, genomen met toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten.

2. In het derde lid, in fine, dient te worden aangenomen dat wordt verwezen naar het tweede lid - en niet het eerste.

Artikelen 6 en 8

Deze twee artikelen dragen taken op aan de "FOD Justitie".

Aangezien een federale overheidsdienst geen van de minister onderscheiden entiteit is, dient te worden geschreven "de minister of zijn gemachtigde".

Artikel 7

1. Gelet op de gememoreerde regels in advies 32.461/4, op 21 oktober 2002 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden voor de toelating tot het luchtverkeer van ultralichte motorluchtvaartuigen", is delegatie van bevoegdheid om individuele beslissingen te nemen aan de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie, waarin artikel 3 voorziet, aanvaardbaar mits herzieningsbevoegdheid word verleend aan de minister, bij wie in voorkomend geval een beroep wordt ingesteld.

Een andere oplossing zou kunnen bestaan in het verlenen van deze bevoegdheid aan de "minister of zijn gemachtigde".

Een soortgelijke opmerking moet worden gemaakt in verband met de bij artikel 21 van het ontwerp aan het "stemopnemingsbureau" verleende bevoegdheid om te beslissen over de geldigheid van twijfelachtige stembiljetten en in verband met artikel 22.

2. In hetzelfde derde lid heeft de Raad van State bedenkingen bij het optreden van de leden van het stemopnemingsbureau, in een fase voorafgaand aan de stemopneming.

Artikel 11

Er dient verwezen te worden naar de bijlage met het formulier van "bewijs van kiesverrichting". Deze bijlage wordt bijlage 2 en bijlage 2 wordt bijlage 3.

Artikel 17

Deze bepaling kan niet worden aanvaard. Indien een korpschef binnen de gestelde termijn geen enveloppe toezendt aan de voorzitter van de FOD Justitie, moet hij worden geacht zich bij de stemming te hebben onthouden. Men mag hem geen fictieve stem toekennen.

Artikel 17 moet bijgevolg vervallen en dus ook artikel 23, vijfde streepje.

Artikel 21

Alleen de leden van het stemopnemingsbureau kunnen beslissen over de geldigheid van twijfelachtige stembiljetten.

In artikel 21 dient de vermelding van de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie of zijn afgevaardigde dus te worden weggelaten ofwel dient in artikel 18 van het ontwerp te worden bepaald dat het stemopnemingsbureau is samengesteld uit de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie of zijn gemachtigde die het voorzit en uit twee door hem aangewezen leden van de FOD Justitie, het ene Nederlandstalig, het andere Franstalig.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 22, vierde lid, betreffende de ondertekening van het proces-verbaal van het stemopnemingsbureau.

Artikel 23

1. In de tekst achter het eerste streepje schrijve men : "- worden de voorlopige lijsten van verkiesbare korpschefs en van kiezers, ...".

2. In de tekst achter het derde streepje schrijve men : "- worden de definitieve lijsten bedoeld in artikel 8 uiterlijk 1 november 2007 opgemaakt".

.../...

Bijlage 1

Voor de voetnoten 2 en 5 is er geen voetnootverwijzing in de tekst.

Bovendien bestaat er een verschil in de bewoordingen gebezigd in de artikelen 9 en 10 van het ontwerp, waarin sprake is van de "hoedanigheid" en "normale einddatum van het lopende mandaat" en die in de voormelde voetnoten, waarin sprake is van de "periode van de mandaten" en het "ambt waarin men is aangewezen evenals de plaats waar men is aangewezen en normale einddatum van het lopende mandaat".

De bewoordingen in de bijlage en die in de artikelen 9 en 10 van het ontwerp dienen op elkaar te worden afgestemd.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. NIHOUL,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Ph. HANSE